

Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir ! (Aimé Césaire.)

La séance a débuté par un hommage à Quentin Deranque, militant du groupuscule néofasciste Allobroges Bourgoïn et passé par l'Action française, tué à Lyon ce week-end dans des affrontements avec des anti-fascistes. Debout, l'ensemble de l'Assemblée nationale a respecté une minute de silence en son honneur. « Personne ne devrait mourir à 23 ans, personne ne devrait mourir pour ses idées », a déclaré Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée, depuis le perchoir.

Il faut dissocier le fait que personne ne doit mourir pour ses idées et nous sommes d'accord avec elle, mais de là à saluer la mémoire d'un néofasciste NON!

Les violences qui ont conduit à la mort du militant d'extrême droite auraient-elles pu être empêchées ? L'absence d'un dispositif policier particulier pour éviter les débordements pose un certain nombre de questions. Une tragédie que récupèrent la droite et l'extrême droite.

L'extrême droite multiplie les violences. La CGT Lyon a reçu ce week-end une menace d'attaque à la bombe. À Tours, deux jeunes communistes ont été suivis et agressés en quelques jours. Ailleurs dans le pays, des locaux de gauche sont dégradés notamment celui CGT de Beaurepaire et PCF Annonay.

Les nervis d'extrême droite prennent prétexte de l'assassinat d'un des leurs pour mener leurs opérations violentes.

LFI, est un parti « anti-France » : Aurore Bergé ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes reprend une expression pétainiste pour l'attaquer, terme utilisé par l'extrême droite antisémite au XIXe et XXe siècle, après une semaine d'appels du pied de plusieurs macronistes.

Face à l'extrême droite, ne rien lâcher ! C'est pied à pied, argument contre argument qu'il faut la combattre. Face aux attaques incessantes des racistes et des porteurs de haine, ensemble, nous devons faire entendre une autre voix dans ce débat public toujours plus nauséabond.

Face aux offensives répressives du patronat en France, à la menace d'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, consciente des atteintes aux libertés qui s'installe à travers le monde : la CGT se mobilise pour défendre les libertés syndicales, la liberté d'expression, d'opposition et de contestation et lance la riposte.

La répression syndicale atteint un niveau inédit en France. La CGT vient de publier une liste des 1000 syndicalistes inquiété(e)s en France, pour des faits directement liés à leur engagement syndical.

POV: TU ES JOURNALISTE EN FRANCE EN 2026



Derrière ces chiffres, ce sont des militants et militantes, convoqué(e)s au commissariat, poursuivi(e)s pour diffamation, sanctionné(e)s, licencié(e)s ou menacé(e)s pour avoir exercé leurs droits.

En publiant cette liste, c'est le caractère systémique de la répression qui est ici ciblé. C'est dénoncer la stratégie assumée visant à faire taire les syndicalistes par la peur, l'isolement, ou la contrainte.

.... /

Parallèlement, **les attaques contre les bourses du travail se sont multipliées dans plusieurs villes**, avec des projets de fermeture, de désengagement financier ou de remise en cause de leur existence-même. Ces lieux ne sont pas de simples bâtiments administratifs : **ce sont des espaces historiques d'organisation collective, de solidarité, de formation syndicale, et d'accès aux droits pour des milliers de salarié(e)s, privé(e)s d'emploi, précaires ou isolé(e)s.**

S'en prendre aux bourses du travail **c'est chercher à affaiblir matériellement et symboliquement le syndicalisme**, et renier le droit aux travailleurs d'avoir des lieux qui leur sont propres.

Près de dix-huit mois après la première alerte, **483 plans de suppressions d'emplois ont été recensés, soit 107 562 emplois menacés ou supprimés** (dont près de la moitié dans l'industrie). En y ajoutant les emplois indirects et induits (services, commerces proches, sous-traitants...), l'impact négatif serait de **200 à 300 000 emplois depuis septembre 2023**. Ce nombre est certainement bien inférieur à la réalité, alors que la Dares comptait 600 plans de suppressions d'emplois pour l'année 2024

Une note de Bercy le confirme : en France, plusieurs milliers, soit 13335 de millionnaires ne payent aucun impôt sur le revenu, contrairement à ce qu'affirmait Amélie de Montchalin en janvier. Le président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, dénonce une rétention d'informations.

Bernard Arnaud qui redoutait la taxe Zucman, **se commande un nouveau yacht de 143 m pour la modique somme de 550 millions**. Comme le disait si bien Sophie Binet, les rats ont quitté le navire lui en a retrouvé un autre !

De nouvelles dates d'actions sont déjà programmées pour s'assurer plus de justice sociale, de paix et combattre l'extrême droite il va nous falloir arpenter le pavé !

Le secrétariat.

Actions.

Après les festivités de fin d'année, les repos bien mérités il nous faut reprendre le chemin de la lutte, des manifestations.

Présents le **23 février** devant la mairie de Beaurepaire suite à la dégradation du local, CGT audience devant le représentant du procureur de la République, le **25/02** soutien d'un camarade d'Annonay militant CGT, menacé de licenciement du fait de son action syndicale.

Aujourd'hui plus de 1000 militant(e)s sont menacé(e)s, si nous ne glissons pas vers un régime autoritaire cela y ressemble beaucoup. Pour faire face à ces attaques sans précédent il nous faut être le plus présent possible dans les actions.

Notre secrétaire générale mise en examen, pour ses déclarations sur le patronat, un patronat qui ose tout, soutenu par le gouvernement avec sa dernière trouvaille un CDI en dessous du SMIC, la suppression programmée du premier Mai !!! Sans compter avec les autres mesures anti sociales.

Le 8 mars prochain journée de l'égalité hommes femmes.

LE 2 avril à l'appel des 9 organisations de retraité(e)s manifestation nationale. Nous nous rapprocherons des camarades d'Annonay pour manifester ensemble.

Semaine de syndicalisation du 6 **au 10 avril** appel national, avec un temps fort le **Mardi 7 avril**, organisation union locale.

Ensuite le **premier MAI** où il nous faudra démontrer notre mobilisation forte contre les politiques menées par le macronisme.

Et la montée inquiétante de l'extrême droite soutenue par le gouvernement et les médias à la solde des milliardaires.

La CGT adresse une lettre ouverte aux candidats et candidates aux élections municipales et communautaires de 2026 (hors RN).

Elle rappelle que ces élections sont **décisives pour l'avenir des communes et de leurs habitants**, car elles influencent directement le quotidien des citoyens et les politiques de proximité.

Le texte met en garde contre l'extrême droite, présentée comme un danger pour la démocratie et les villages, et appelle à lutter contre les inégalités sociales, le déclassement et la banalisation de ses idées.

La CGT souligne que les communes sont le **premier échelon de la République**, mais qu'elles sont aujourd'hui affaiblies par les réformes récentes, notamment :

- la suppression de la taxe professionnelle,
- La suppression de la taxe d'habitation, ce qui prive les collectivités de ressources essentielles.

Elle insiste sur l'urgence de :

- garantir l'égalité territoriale,
- renforcer la solidarité entre territoires,
- défendre la libre administration des collectivités,
- améliorer les conditions de travail des agents publics.

Enfin, la CGT annonce qu'elle porte des **propositions concrètes** pour renforcer les services publics locaux et mieux répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

Développer une offre de soins de proximité.

Le document propose de renforcer les **centres municipaux de santé** autour de principes forts :

- **Gestion non lucrative** (Sécurité sociale, mutuelles, collectivités, associations).
- **Lien avec l'hôpital public** pour coordonner médecine de ville et hôpital.
- **Pluriprofessionnalité** pour une prise en charge globale.
- **Implantation territoriale suffisante** selon les besoins locaux.
- **Gestion démocratique** associant patient·es, professionnel·les et Sécurité sociale.
- **Financement intégral par la Sécurité sociale**, sans reste à charge ni avance de frais.

Le texte appelle aussi à une **responsabilité politique forte** pour défendre les hôpitaux publics et les EHPAD contre les restrictions budgétaires, protéger l'accès aux soins, la qualité, la sécurité des patient·es et les conditions de travail, en portant la voix des usager·es et des professionnel·les.

Libertés publiques et syndicales : développer les bourses du travail.

Objectif : garantir à toutes et tous l'**accès au droit et à la défense syndicale**.

Mesures proposées :

- **Renforcer et développer les bourses du travail.**
- **Maintenir les locaux syndicaux existants.**
- **Créer une bourse du travail** dans chaque ville de plus de 15 000 habitant·es.
- **Assurer l'entretien et la rénovation des locaux.**

Assurer l'accès à l'éducation.

L'école publique laïque gratuite et obligatoire doit être l'école de toute la jeunesse et une priorité des communes.

Décider une politique communale qui promeut l'accès à l'école publique et inclusive.

Donner priorité aux associations de l'éducation populaire, plutôt qu'aux entreprises privées.



Les requins et les soins palliatifs

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté lundi soir une proposition de loi relative aux soins palliatifs qui était très attendue au regard de la situation avec, en 2024, 21 départements en France dépourvus d'unités de soins palliatifs.

Cependant, en deuxième lecture, a été supprimée la création de maisons d'accompagnement et de soins palliatifs, établissements médico-sociaux d'un type nouveau, salués unanimement comme une avancée majeure lors de la première lecture de la loi en mars 2025.

Du fait des changements de gouvernement successifs en 2025, ce n'est qu'en ce début d'année que le projet de loi revient en discussion. Et c'est là que les difficultés apparaissent avec la volonté du député Horizons, corapporteur du texte, de vouloir réintégrer dans le texte une ouverture de la gestion de ces établissements au secteur privé lucratif, qui avait été écartée en première lecture.

Les arguments avancés sont dans le droit fil de la volonté de la logique néolibérale de marchandisation de la santé, je cite :

« Maintenir l'exclusion du privé lucratif ne respecterait pas les principes d'égalité et de libre entreprise, et entraînerait un risque de censure ».

Que la loi est belle ! Ainsi la liberté mise en avant par ces marchands est celle d'entreprendre, c'est-à-dire de profiter des fonds publics pour engranger des bénéfices. Nous avons déjà constaté les conséquences de cette « liberté » avec le marché de l'or gris comme ils l'appellent et le scandale d'Orpéa.

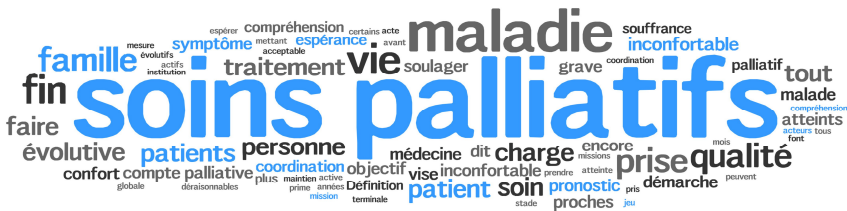
Nous l'avons vue également dans le domaine des crèches. Ils veulent maintenant poursuivre leur prédation dans celui des soins palliatifs. Bien entendu, cet amendement a été soutenu par les députés macronistes ainsi que le reste de la droite et l'extrême droite.

Le résultat des votes en commission a abouti à une impasse. L'adoption de cet amendement a entraîné une situation ubuesque avec un autre vote supprimant la création de ces structures. Il faut espérer qu'en séance publique, comme cela a été le cas en première lecture, l'article créant ces maisons sera rétabli en maintenant l'interdiction du secteur privé à but lucratif d'y participer.

Cette affaire est un nouvel exemple de la ligne de rupture qu'il faut opposer face aux néolibéraux dont le spectre va de la macronie au RN. De fait, ces députés ne sont que les relais des entreprises capitalistes qui financent leurs activités politiques et qui permet à nombre d'entre eux, lorsqu'ils quittent ou perdent leurs mandats, de bénéficier de postes grassement rémunérés où ils poursuivent leurs activités de lobbying auprès de leurs successeurs afin que le Parlement continue à voter des textes en leur faveur.

Cette volonté de tout marchandiser, y compris la fin de vie, est indécente. Il faut être clair aujourd'hui, nous sommes confrontés à un véritable choc des valeurs et à un choix de société. Il est nécessaire de se révolter pour imposer une autre politique dont la perspective est très bien résumée dans le slogan :

« Nos vies valent plus que leurs profits ».



Votre correspondant:

Nom :

Tél :

La prochain réunion de notre collectif aura lieu

Le Lundi 07 AVRIL 2026 à 8h45 précises

Au foyer Henri BARBUSSE

<http://www.cgtretraiteroussillon.fr/>

NOUS SOMMES TOUS DES ENFANTS D'IMMIGRÉS !

Comme nous le scandons en titre, « nous sommes tous des enfants d'immigrés ». En revendiquant cela, nous construisons la base de l'unité de la classe en vue du combat. Nous ne pouvons céder un pouce de terrain au poison raciste, fruit de la propagande de la classe dominante afin de générer des divisions en notre sein pour mieux régner. Par ce biais, le pouvoir capitaliste cherche à ce que notre classe ne porte pas ses coups contre son propre exploiteur mais que la classe ouvrière se batte entre elles !

Aux époques les plus fortes de la lutte des classes, l'apport politique, militant et révolutionnaire de la part de camarades dit « immigrés » a été principal et indispensable. Ainsi, le ministre du travail, durant la Commune de Paris, première révolution ouvrière dans le monde, Léo Frankel, était Hongrois. Que dire des brigades FTP M.O.I (main d'œuvre immigrée) tombées en martyr contre l'occupant fasciste durant la 2^{ème} guerre mondiale, comme Missak Manouchian.



Nos exploiters tentent justement de sectoriser, de découper notre camp pour aussi surexploiter nos camarades. Si nous ne créons pas l'unité de classe et que nous acceptons les thèses réactionnaires du « grand remplacement » ou tout autre délire, cela ne pourra que nous conduire dans l'acceptation que ces travailleurs soient sous payés et exploités dans les conditions les plus terribles !

L'internationalisme de classe et de masse que nous portons historiquement à la CGT ne commence pas uniquement au-delà des frontières de la France avec les classes ouvrières des autres pays, mais directement au seuil de son usine, atelier, laboratoire, etc. Elle nous impose la solidarité la plus totale avec les travailleurs originaires de n'importe quel pays et de n'importe quelle culture ou religion. L'internationalisme signifie, dans les faits, que tous ensemble, avec ou sans papiers, dans la lutte de classe, nous remporterons la victoire totale sur le capital !

« Les individus ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence. »

Karl MARX



Quand une crise affecte l'économie ou la politique d'un pays, plutôt que de procéder à une analyse des raisons qui l'ont créée, les dirigeants de ce pays choisissent une voie plus facile et moins risquée pour eux en désignant un responsable aux maux dont souffre la population.

Celui-ci est jeté en pâture à la vindicte publique comme le profiteur qu'il est accusé d'être : pour les nazis c'était le juif, pour la droite et l'extrême droite européenne aujourd'hui, c'est l'immigré et particulièrement l'immigré musulman.



Pour les Le Pen, Zemmour, Ciotti, Villiers... abondamment relayés par les médias des milliardaires que sont Cnews, BFM TV etc. :

- ➔ des vagues d'immigrés déferleraient sur la France ;
- ➔ les immigrés voleraient le travail des Français ;
- ➔ ils coûteraient très cher à la France ;
- ➔ le grand remplacement ?
- ➔ violence et insécurité ?

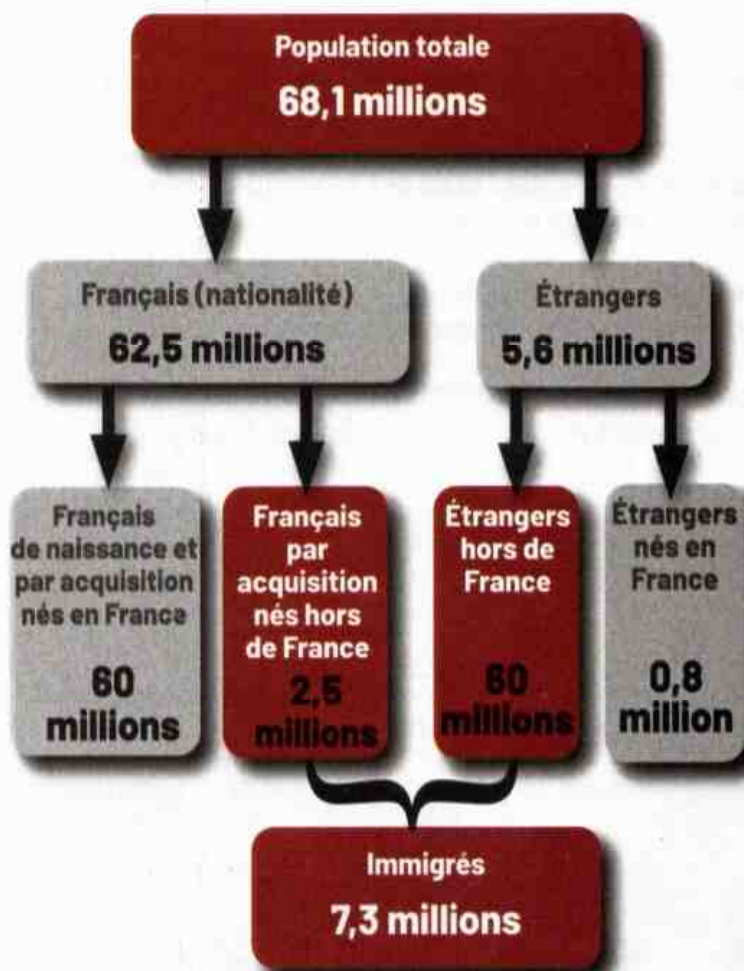


VÉRITÉ  **OU INTOX ?**

Regardons des faits, des chiffres officiels indéniables, sans angélisme ni a priori.

➔ **des vagues d'immigrés déferlent sur la France ?**

En 2023, sur une population française totale de plus de 68 millions, on comptait 5,6 millions d'étrangers, soit seulement 8 %.



Parmi les immigrés, seuls **38 % d'entre eux sont d'origine extra-européenne**, soit 2,77 millions, 4 % de la population totale : on est loin des « hordes » d'Arabes ou de Noirs comme on s'évertue à essayer de nous le faire croire à longueur de médias...

De plus, les chiffres officiels le montrent clairement, le flux d'immigrés en France est stable depuis 2000, contrairement à la plupart des autres pays européens et notamment l'Allemagne qu'on nous cite souvent en modèle de bonne gestion de l'immigration.

les immigrés volent le travail des Français?

Face à un taux de chômage important, ne faudrait-il pas attribuer prioritairement les postes vacants à des Français « de souche » ?

Pour le patronat, l'immigré, a fortiori s'il est sans papiers, est une réserve de main d'œuvre bon marché, vulnérable, prêt à accepter des conditions de travail inhumaines, journées et semaines à rallonge, salaire mini voire non versé, bref, à être traité quasiment en esclave. N'oublions pas que Renault, par exemple, a fait venir en masse, dès 1946, les travailleurs algériens dont il avait impérativement besoin.

Aujourd'hui, les travailleurs immigrés sont majoritairement ouvriers, dans le bâtiment, la restauration, la voirie, l'agriculture... aux postes les moins qualifiés, objets d'un traitement discriminé de la part des directions d'entreprise et de l'encadrement.

Aux États-Unis, devant les positions anti-immigrés de Trump, les patrons, quelles que soient leurs activités, ont été les premiers à s'indigner de la perte de leurs travailleurs immigrés et de ses conséquences sur leurs activités et leurs profits.

Il sont conscients du fait que la fin de l'immigration signifie une récession économique.

Les immigrés sont discriminés face à l'emploi et plus exposés au chômage, de ce fait, ils se retrouvent dans les emplois avec les horaires les plus contraignants et les conditions de travail les plus difficiles (BTP, restauration, ouvriers agricoles, etc.) mais qui sont essentiels. Sans la main d'œuvre

ils coûteraient très cher à la France ?

Le gouvernement nous assène qu'il faut faire des économies de milliards d'euros, sans toutefois remettre en question ceux distribués généreusement aux grandes entreprises ni destinés à l'armée...

Dans ces conditions, imposées par le capital, qui mettre à contribution, à part les retraités ? La droite et l'extrême droite hurlent que les immigrés profitent du système de santé français dès qu'ils mettent le pied sur notre sol : il faudrait donc supprimer l'Aide médicale d'État ?

C'est oublier, comme l'ont signalé de nombreux médecins, que ne pas soigner une pathologie à ses débuts, c'est prendre le risque de devoir faire face à beaucoup plus grave qui toucherait l'ensemble de la population, nécessitant des soins plus lourds, plus coûteux donc des dépenses infiniment plus importantes.

L'AME, l'aide médicale d'État, serait destinée uniquement aux étrangers en situation irrégulière pour bénéficier de soins ?

FAUX!

C'est oublier aussi que :

- pour bénéficier de l'AME, il faut : résider en France depuis plus de 3 mois, disposer de ressources ne dépassant pas 727 euros de revenus mensuels.
- L'optique et l'audition sont exclues de l'AME.
- La dépense moyenne de l'AME s'élève en 2023 à 2 396,4 euros par bénéficiaire, un montant en hausse de 3,2 % par rapport à 2015, mais inférieur à celui de l'ensemble de la population française. Soit, pour 7,3 millions d'immigrés, 17 millions et 6 % des dépenses publiques de santé.

Pour la FNIC CGT, il n'y a aucune distinction entre un travailleur avec ou sans papier, français ou non, nous sommes tous et toutes membres de la classe ouvrière. Ainsi, le droit à la santé, à l'éducation, à un travail et à un salaire doivent être reconnus pour tous en France, que l'on soit immigré ou non et ce, dès le premier jour que l'on se trouve en France.

Nos revendications doivent évidemment servir à unifier les travailleurs dans le combat contre la classe dominante et non la diviser. Pour cela, les travailleurs immigrés sont et seront toujours des frères et sœurs de lutte !

Quand des organisations « sérieuses » ou d'éminents « experts » ou « économistes » affirment que, toujours pour 2023, le coût net de l'immigration en France serait autour de 30 à 50 milliards d'€ par an, au mieux ils se trompent, au pire ils mentent.

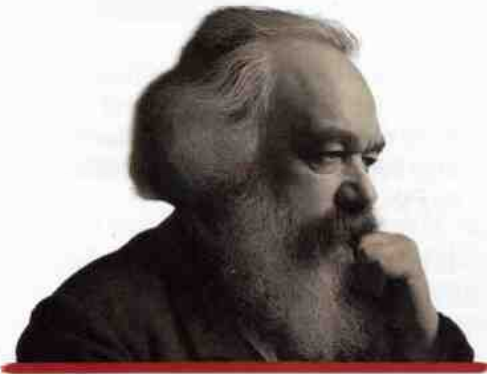




Violence et insécurité ?

Droite et extrême-droite se ruent immédiatement, avec enthousiasme, sur tout fait divers impliquant un immigré afin de pouvoir servir les thèses racistes. On passe sous silence toutes les causes sociales dans lesquelles sont mises les populations paupérisées : la misère, des logements délabrés, l'absence de boulot ou des boulots sous-payés. Ce sont eux les premières victimes des violences policières, voire assassinées par ces derniers.

La véritable violence vient du capitalisme qui réduit la vie de centaines de milliers d'êtres humains à une survie quotidienne. La véritable insécurité est celle alimentaire pour ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir convenablement. Idem pour se loger dignement, etc.



Voilà ce que disait Marx, à ce propos, sur la question irlandaise vis-à-vis des anglais en 1870 et qui reste tellement vrai aujourd'hui :

« Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des nègres dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente.

Mais le mal ne s'arrête pas là. Il passe l'Océan. L'antagonisme entre Anglais et Irlandais est la base cachée du conflit entre les États-Unis et l'Angleterre. Il exclut toute coopération franche et sérieuse entre les classes ouvrières de ces deux pays. Il permet aux gouvernements des deux pays de désamorcer les conflits sociaux en agitant la menace de l'autre et, si besoin est, en déclarant la guerre ».